

CONVENTION
RELATIVE A L'AMENAGEMENT ET A L'ENTRETIEN D'EQUIPEMENTS
DE VOIRIE SUR LE DOMAINE PUBLIC DEPARTEMENTAL

COMMUNE DE HILLION
Route Départementale n°712
Aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas
du PR 19+3070 au PR 19+3110

La présente convention est conclue entre :

La commune de HILLION
représentée par Madame le Maire, dûment habilitée par délibération du
conseil municipal du _____ d'une part,

Le Département des Côtes d'Armor
représenté par Monsieur le Président du Conseil Départemental, d'autre part.

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi N° 99.586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la demande par laquelle Madame le Maire de HILLION agissant pour le compte de la commune sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public départemental dans le cadre des travaux d'aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas le long de la Route Départementale n°712 depuis l'entrée Est de l'agglomération et se raccordant à la voie douce réalisée en 2022 conformément aux plans joints en annexe ;

Vu la convention d'occupation du domaine en date du 19 novembre 2021, relative à l'aménagement d'une liaison douce rue Saint-Thomas (les Etanges) sur la RD 712, par la commune de HILLION;

Vu l'avis de l'agence technique en date du 16/10/2024 ;

Vu l'article 5 de la loi N° 89.413 du 22 juin 1989 relatif au code de la voirie routière ;

Vu le règlement de la voirie départementale approuvé par la délibération du Conseil départemental en date du 18 novembre 2019 ;

Vu la délibération du Conseil départemental en date du 30 mars 2020 et relative aux annexes du règlement de voirie ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-1 à L2213-6 ;

Vu le code de la voirie routière et notamment les articles L113-2, R116-2, R131-1 et R131-2 ;

Vu l'arrêté en date du 25 juin 2024 de Monsieur Le Président du Conseil Départemental portant délégation de signature ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles sont aménagés et entretenus les équipements définis ci-après.

COMMUNE DE HILLION
Route Départementale n°712
Aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas
du PR 19+3070 au PR 19+3110
travaux situés en agglomération

Article 2 – Descriptifs des équipements

La commune est autorisée à aménager sur le domaine public départemental les équipements décrits ci-dessous :

Trottoirs :

- aménagement d'un cheminement piéton d'une largeur minimale de 1,40 m et un revêtement stabilisé en GNT 0/30, et séparé de la chaussée par une bande végétalisée de 0,60 m, en rive de la RD 712 du PR 19+3070D au PR 19+3110D,
- réalisation de passages d'eau bétonnés en travers du cheminement pour canaliser les évacuation d'eau pluviale vers le fossé,
- reprise du fossé routier en rive de cheminement.

Les équipements sont conformes aux plans et documents descriptifs joints en annexe 1 à la présente convention.

Article 3 – Prescriptions techniques

Les travaux nécessaires pour la pose et l'exécution des équipements décrits à l'article 2 sont réalisés dans les règles de l'art selon les prescriptions particulières suivantes :

- **Organisation**

Le Département se réserve le droit d'imposer le mode d'organisation des travaux le plus adapté au contexte de la R.D. concernée (trafic, situation géographique, travaux de nuit ...).

- **Période**

La période d'exécution des travaux sera définie conjointement entre la commune et le gestionnaire de la voirie concernée (Agence Technique de Saint-Brieuc), après prise en compte des contraintes et spécificités locales.

Le début des travaux est envisagé fin 2024.

- **Signalisation de chantier**

La signalisation du chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de la présente convention.

La commune a la charge de la signalisation réglementaire du chantier pendant toute sa durée. En cas d'accident de la circulation consécutif à une absence ou une insuffisance de signalisation temporaire, le Département se réserve le droit de rechercher la responsabilité de la commune.

- Respect de la réglementation

Les travaux objet de la présente convention respectent la réglementation en vigueur ainsi que l'ensemble des normes applicables.

- Vérification de l'implantation des équipements (annexe II)

Avant toute exécution effective d'ouvrage ou de partie d'ouvrage, il est procédé à une vérification contradictoire de leur implantation. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour assurer cette mission et signer le procès-verbal est Monsieur le Chef de l'Agence Technique (ou son représentant).

- Achèvement et conformité des travaux (annexe III)

L'achèvement et la conformité des équipements exécutés sont vérifiés et constatés contradictoirement. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par un représentant de chaque cosignataire de la présente convention.

Pour le Département, la personne désignée pour assurer cette mission et signer le procès-verbal est Monsieur le Chef de l'Agence Technique (ou son représentant).

En cas de non-conformité, Il appartiendra à la commune d'effectuer la mise en conformité correspondante. A défaut, la responsabilité du Département ne pourra être engagée en cas de dommages imputables à ce dispositif.

Article 4 – L'entretien des équipements

L'entretien réalisé se déroulera dans le respect des guides sur la signalisation de chantier.

Les équipements décrits à l'article 2 sont exploités et entretenus par la commune dans les conditions techniques suivantes :

EQUIPEMENTS DE VOIRIE

(bordures de trottoirs, aires de trottoirs, caniveaux, regards, signalisation permanente...)

Les équipements de voirie sont maintenus dans un bon état de propreté et de fonctionnalité.

Pour les entretiens ultérieur de chaussées effectués par le Département, les plus-value incombant à l'aménagement seront à la charge de la commune (fraisage pour maintien des fils d'eau, ...).

Article 5– Dispositions financières

La commune supportera l'ensemble des dépenses occasionnées par la réalisation des aménagements décrits ci-dessus et les missions de maintenance et d'entretien qui lui sont confiées, y compris les consommations d'eau ou d'énergie électrique et les frais d'abonnement liés.

Article 6– Modifications apportées aux aménagements ou aux matériels.

La commune pourra procéder à toutes les modifications rendues nécessaires pour assurer la continuité des missions qui lui sont confiées.

Les modifications éventuelles envisagées par la commune devront être compatibles avec les objectifs de sécurité des usagers de la route. En conséquence, elles devront être soumises au préalable à l'avis de Monsieur le Président du Conseil Départemental et faire l'objet d'un

avenant à la présente convention lorsque les nouvelles dispositions auront pour objet de modifier sensiblement le projet initial. Elles seront ensuite effectuées sous la seule responsabilité de la commune.

Le Département quant à lui pourra modifier à son initiative les aménagements réalisés lorsque la conservation du domaine public et l'intérêt de ses usagers le justifieront. La commune ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 7– Durée de la convention.

Cette convention est conclue pour une durée de 10 ans renouvelable par tacite reconduction.

En cas d'inobservation des obligations contractuelles prévues dans la présente convention, chacune des parties se réserve le droit de la résilier avec un préavis de trois mois.

Article 8 – Litiges et responsabilités.

Les aménagements et équipements précités devront être réalisés et entretenus selon les règles de l'art et durant leur réalisation la commune sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir du fait des travaux.

La commune assure en lieu et place du Département, la responsabilité des dommages et nuisances causés aux tiers par la présence des aménagements et équipements précités ou par leur défaut d'entretien.

En cas de litige soulevé par les clauses de la présente convention, la juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Rennes.

La commune est informée, que sa responsabilité pourra être recherchée par la voie de l'appel en garantie ou de l'action récursoire du fait du non respect des obligations découlant de la présente convention.

Article 9 – Enregistrement.

La présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement et de timbre.

Fait à Saint Briec, le
En deux exemplaires originaux

**Pour le Président et par délégation,
le Chef de l'Agence Technique
de SAINT-BRIEUC**

Le Maire de HILLION

Laurent BURLLOT

Annie GUENNOU

Envoyé en préfecture le 17/12/2024

Reçu en préfecture le 17/12/2024

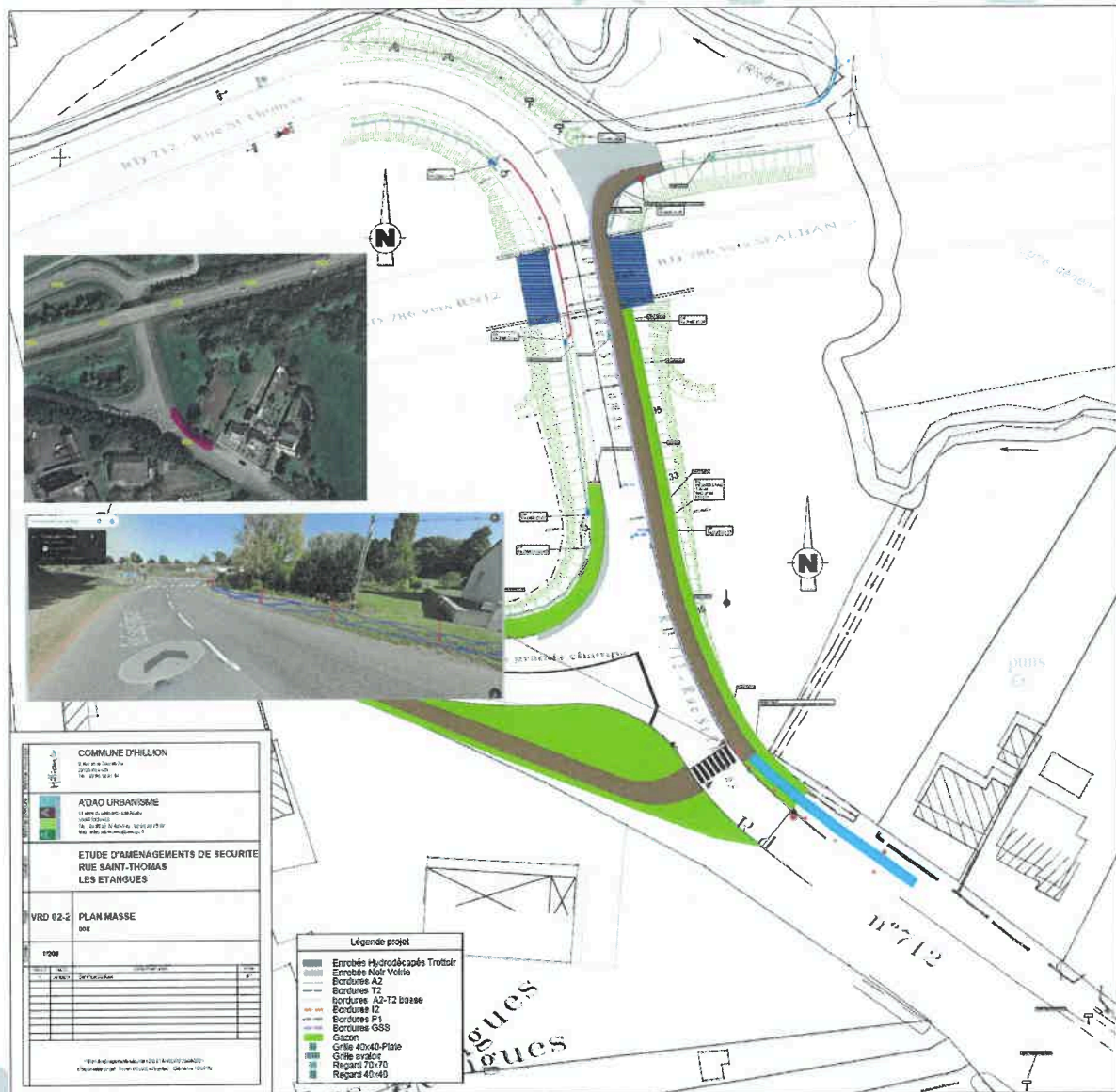
Publié le 18 DEC. 2024

ID : 022-212200810-20241217-2024_DB_085-DE

ANNEXE 1

Plans et notice explicative

COMMUNE DE HILLION Route Départementale n°712 Aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas du PR 19+3070 au PR 19+3110



ANNEXE II

Constat d'implantation des équipements

COMMUNE DE HILLION
Route Départementale n°712
Aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas
du PR 19+3070 au PR 19+3110

Le à (Heure)

Il a été constaté que les équipements, objet de la présente convention ont été implantés conformément aux dispositions prévues à l'article 3 de la convention :

-
-
-

Les équipements décrits ci-dessous ont été implantés différemment par rapport aux dispositions prévues à l'article III de la présente convention et les modifications apportées ci après décrites sont autorisées par le représentant du Département :

-
-
-

Le Chef de l'Agence Technique
de Saint-Brieuc

Le Représentant de la commune
de HILLION

ANNEXE III

Constat d'achèvement et de conformité des équipements

COMMUNE DE HILLION
Route Départementale n°712
Aménagement d'un cheminement piéton rue Saint-Thomas
du PR 19+3070 au PR 19+3110

Le à (Heure)

Il a été constaté que les équipements objet de la présente convention ont été réalisés conformément aux dispositions prévues.

Les équipements décrits ci-dessous ont été réalisés avec les modifications suivantes.

Un exemplaire du D.O.E. ainsi que les procès verbaux de contrôle seront fournis et annexés à la présente.

Le Chef de l'Agence Technique
de Saint-Brieuc

Le Représentant de la commune
de HILLION